

Distorsions des politiques d'alimentation de la " révolution bolivarienne " Crise de l'approvisionnement et politisation des contrôles au Venezuela

Paula Vásquez Lezama

▶ **To cite this version:**

Paula Vásquez Lezama. Distorsions des politiques d'alimentation de la " révolution bolivarienne " Crise de l'approvisionnement et politisation des contrôles au Venezuela. Revue internationale des études du développement, 2019. hal-01971961

HAL Id: hal-01971961
https://hal.science/hal-01971961

Submitted on 7 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distorsions des politiques d'alimentation de la « révolution bolivarienne »

Crise de l'approvisionnement et politisation des contrôles au Venezuela

(*Revue internationale des études du développement* n° 237 (2019/1) intitulée "L'approvisionnement alimentaire entre ressources et pouvoirs")

Paula Vasquez Lezama

Mots-clés

Approvisionnement, crise alimentaire, économie pétrolière, corruption, Venezuela

Résumé

A partir de plusieurs types de données, cet article propose une analyse de la traduction de certains dispositifs du gouvernement vénézuélien en relation à la production, la commercialisation, la distribution et l'approvisionnement de produits alimentaires. Il s'agit de montrer leur impact sur la vie quotidienne des habitants et d'établir un lien entre ces politiques publiques et les pratiques locales d'approvisionnement comme le ressenti et le vécu des personnes qui subissent cette pénurie sévère. Des données empiriques, obtenues à partir de l'observation directe en 2017 et 2018 dans la ville de Guatire, banlieue de Caracas, ainsi que l'examen rétrospectif des mesures économiques de la dernière décennie (1999-2018), fournissent une base pour analyser les effets de la défaillance des politiques publiques, mises en œuvre par l'État vénézuélien, les difficultés rencontrées pour gouverner la crise et leur impact sur la population.

Introduction

Rosa Andreina habite Guatire, une ville périphérique de la zone métropolitaine de Caracas. En juillet 2017, elle a trente ans et quatre enfants et travaille dans un pressing industriel de manière sporadique, lorsque l'établissement reçoit des commandes. En juin 2017, Rosa Andreina gagnait 13 000 Bolivars Forts (BSF)[1], soit le prix d'un kilo de riz. Elle avait demandé à être payée à la journée et en espèces et à pouvoir quitter le travail dès 16h pour aller immédiatement acheter un kilogramme de riz. Elle en préparait la moitié pour le dîner et

[1]Avec la reconversion monétaire effectuée le 20 août 2018, cette somme équivaut à 0,13 Bolivars Souverains (Bs.S).

le reste pour le petit-déjeuner du lendemain. Elle achetait ce riz, importé de la Chine, dans une épicerie d'immigrants chinois, largement répandue sur l'ensemble du territoire vénézuélien et qui a progressivement remplacé les épiceries des commerçants locaux depuis une dizaine d'années. Rosa Andreina et sa famille faisaient, lors du déroulement de l'enquête de terrain, en juillet 2017, deux repas par jour. À la question de savoir si elle pouvait parfois ajouter des portions d'œufs, poulet, haricots secs, viande ou poisson ou toute autre protéine, elle répondit que cela arrivait rarement. Le père des enfants passait à la maison une fois par semaine pour apporter des œufs et des haricots noirs. Même s'ils ne sont plus ensemble, « il tient à ses enfants ».

En juin 2018, j'ai revu Rosa Andreina. Le travail au pressing devenait rare, le père des enfants était retourné en Colombie, dans la ville de Barranquilla, d'où il est originaire. Lors de leurs conversations téléphoniques, il insistait pour que Rosa Andreina lui envoie leurs quatre enfants, car elle ne trouvait presque plus rien pour les nourrir à Guatire. Les enfants continuaient à perdre du poids et avaient eu du mal à finir l'année scolaire, à cause de la multiplication des difficultés inhérentes à la crise profonde qui affecte le Venezuela : cessation du fonctionnement des transports en commun, pénurie d'argent en espèces pour payer les revendeurs de rue, pollution de l'eau distribuée par le réseau public à Guatire, etc. La diminution brutale de son pouvoir d'achat et la dégradation de tous les services publics (électricité, eau courante, gaz domestique, soins, etc.) mettaient Rosa Andreina dans un dilemme quant à leur avenir : elle a finalement accepté de les envoyer pour les vacances scolaires, mais l'idée qu'ils puissent rester définitivement à Barranquilla la tourmentait.

L'observation du quotidien de cette mère de famille, d'un milieu populaire de la banlieue de Caracas, montre comment se manifeste l'insécurité et l'incertitude alimentaires conjoncturelles et futures :la faim constitue désormais une réalité. À la différence des cas maliens et sénégalais, étudiés par Pierre Janin (2008), la hantise de ne plus pouvoir se nourrir est une nouveauté pour les ménages pauvres urbains vénézuéliens qui subissent une pénurie de nourriture élargie et durable. Par exemple, une boite de 30 œufs (la boîte standard qu'on trouve dans les marchés, divisible par deux) coutait, en janvier 2018, 319 917 Bs.F, c'est-à-dire, environ 40% du salaire minimum fixé, à cette époque, à 797 510 Bs.F.[2] Même si la Banque Centrale vénézuélienne ne publie plus les données officielles concernant l'inflation et l'évolution de prix depuis février 2016, des économistes estiment qu'en 2018 les prix doublent tous les 26 jours (Serrano, 2018). Le FMI prévoit une inflation annuelle de 1000000% pour 2018. Lors de la dernière prévision de cette institution, les prix allaient augmenter de 13 864% en juillet 2018 (FMI, 2018).

Cet article s'efforce de mettre en évidence, à partir de données plurielles, obtenues à plusieurs échelles d'analyse, la traduction de certains dispositifs du gouvernement vénézuélien en relation à la production, la commercialisation, la distribution et l'approvisionnement de produits alimentaires et leur impact sur la vie quotidienne des habitants. Il s'agit de montrer le lien entre ces politiques publiques et certaines pratiques locales, très spécifiques, comme la revente de rue, tout en relevant l'expérience subjective des personnes au cœur de cette pénurie sévère. Des données empiriques, obtenues à partir de l'observation directe ainsi que l'examen rétrospectif des mesures économiques de la dernière décennie, permettent de dresser un tableau actualisé et poignant des effets de la défaillance des politiques publiques étatiques comme des difficultés à gouverner la crise ainsi que leur impact réel, et souvent méconnu, voire minimisé, sur la population.

[2] En juillet 2017, au moment de mener cette enquête, le taux de change officiel était de de 10 Bolivars Forts par Dollar. Tandis que le taux d'échange au marché noir était de 3.250 Bolivars Fort par Dollar. Le prix du dollar au marché noir est nommé également « dollar parallèle ».

Distorsions politiques et alimentation : manne pétrolière, étatisation agricole et contrôle des prix

La mise en lumière des éléments liant la pénurie avec la gestion économique et sociale des gouvernements successifs dits « bolivariens » - Hugo Chavez (1998-2013) et Nicolas Maduro depuis 2013 –montre comment s'articule une série de mécanismes clairement défaillants pour garantir l'approvisionnement, la commercialisation et la distribution de nourriture et qui dessinent le tableau d'insécurité alimentaire qui affecte ce pays depuis 2014 (Howard-Hassmann, 2015). En effet, si la pénurie alimentaire se manifeste, depuis 2007, trois éléments se conjuguent pour en expliquer la recrudescence cette dernière décennie.

Le premier concerne l'augmentation rapide du pouvoir d'achat et de la consommation à la suite de la hausse de la dépense publique et de la distribution d'allocations versées en argent liquide, grâce aux prix élevés du pétrole pendant plus d'une décennie. Cette politique d'allocations s'est mise en place à la marge des institutions de l'État (ministères, sécurité sociale, etc.) et se nomme les « Missions sociales » (Maingon, 2016). Le volet de ces « Missions » qui comportent des transferts monétaires était complètement dépendant du revenu pétrolier. En effet, entre 1999 et 2015, les revenus de l'exportation pétrolière vénézuélienne ont atteint les 879.000 millions de dollars. Le prix du baril est passé de 16 $ US à 44, 76 $ US en 2017 ; le prix moyen du baril pendant les dix-huit dernières années s'élève à 50 $ US. C'est dire que le Venezuela a connu, lors de la dernière décennie, un *boom* des produits pétroliers qui a engendré une extraordinaire rente ayantsurtout servi les intérêts des entreprises importatrices étroitement liées à l'État. Par la seule année 2012, 92 milliards de dollars sont rentrés dans les caisses du Trésor vénézuélien. Aucun autre président de l'histoire vénézuélienne n'a eu une telle période de prospérité économique. Ce qui a permis au président Hugo Chavez de mettre en œuvre, entre 2001 et 2013, des programmes de construction de logements, de soins primaires et en moindre mesure de la redistribution en argent liquide via des allocations monétaires dans le cadre des programmes sociaux nommés « Missions sociales » financés directement par la compagnie nationale de pétrole, *Petroleos de Venezuela,* PdVSA. L'information budgétaire officielle concernant l'assignation des ressources ainsi que la nature des dépenses n'est pas disponible et le peu de données disponibles ne coïncident pas systématiquement. Mais des rapports indépendants signalent que l'apport de PdVSA pour financer les « Missions » entre 2001 et 2013 aurait été de 51 377 millions de dollars (Transparencia 2014). Cependant, il n'y a pas de données disponibles permettant évaluer l'impact de l'utilisation de ces ressources. En tout cas, depuis 2014, la chute du pouvoir d'achat a été plus brutale, rapide et importante que son augmentation les années précédentes sans qu'aucune politique, pour l'atténuer, ne soit envisagée. Les ménages pauvres se sont ainsi retrouvés démunis et dépourvus des transferts d'argent dans un contexte d'hyperinflation.

Le deuxième est relatif à la mise en œuvre depuis le début de la « révolution bolivarienne », en 1999, de manière autoritaireet peu concertée avec les agriculteurs, d'une politique d'étatisation et d'expropriation de fermes, plantations et des entreprises de d'importation de matières premières pour l'agro-industrie, sans pour autant mettre en place de manière cohérente et durable un modèle de production agricole alternatif. En effet, le nouveau cadre légal, statué en 1999 et confirmé en 2003, avec le clair objectif annoncé de la consolidation d'une économie socialiste a généré de nombreux changements dans la politique économique des gouvernements dits « bolivariens », en particulier en ce qui concerne le contrôle de changes et de prix, la décision de participer directement à l'importation des denrées et des marchandises (Morales Espinoza, Compés Lopez et Castillo Lopez 2013).

Le troisième concernela mise en place d'une politique sévère, mais très peu cohérente, de contrôle de prix. Depuis 2003, le gouvernement d'Hugo Chavez a émis un décret qui établit que les prix de vente au public, valables à cette date-là, devront se maintenir jusqu'à ce que de

nouveaux prix soient publiés dans le journal officiel. Les prix se sont ajustés, à nouveau en 2009, et le désapprovisionnement s'est aggravé jusqu'à devenir chronique. Ces mécanismes souvent contradictoires ont introduit des distorsions et des défaillances tant dans la production que dans la distribution.

Le contrôle « souverain » de l'approvisionnement

Dans le discours officieldes gouvernements successifs d'Hugo Chávez, le principe de base des politiques alimentaires était que le Venezuela atteigne « la sécurité alimentaire et la souveraineté » (Parker 2008). Au cours de la première décennie de la « révolution bolivarienne », entre 1999 et 2009, ce discours a favorisé l'idée de promotion dela production pour atteindre l'autosuffisance alimentaire tout en interdisant aux producteurs de recevoir des marges de profit. Cette rhétorique a même forgé le terme d'« aliments souverains » pour désigner une liste très variable qui change selon les sources et sites officiels, de produits céréaliers, produits laitiers, fruits, légumes et viande[3].

En effet, la loi de la sécurité et de la souveraineté alimentaire, promulguée en 2008, légitime toute mesure relative à l'expropriation et occupation des installations privées au nom des besoins alimentaires de la population. Le Président Chavez a ainsi promis la pénalisation et l'expropriation des grandes propriétaires terriens[4].Cette question complexe ne rentretoutefois pas dans notre propos, même si la question agraire a souvent été évoquée par Hugo Chavez (Enríquez et Newman, 2016).

Depuis le début de la révolution, les gouvernements successifs d'Hugo Chavez ont mis en pratique des dispositifs de contrôle de distribution et de commercialisation des produits alimentaires : notamment un panier de produits alimentaires à prix subventionnés sans concertation avec les entreprises en charge de la distribution. Chavez s'est ainsi engagé à rendre accessibles des produits agricoles nationauxaux milieux populaires, via l'intervention directe de l'État dans le processus de production, transformation, distribution et consommation des produits alimentaires. Les produits, directement concernés par le premier décret de régulation des prix, sont : le riz, l'avoine et les préparations dérivées, les préparations pour l'alimentation des nourrissons, la farine de maïs précuite (principal ingrédient pour préparer les *arepas*, aliment de base des vénézuéliens), la farine de blé, les pâtes alimentaires, le pain de blé, bœuf, le poulet, la dinde, la chèvre et le porc, le lait entier en poudre, UHT pasteurisé et stérilisé, le lait de soja, les fromages blancs non affinés, les œufs de poule, les huiles alimentaires - sauf l'huile d'olive -, la margarine, les légumineuses, le sucre, la mayonnaise et le ketchup industriels,le café moulu et en grains, la mortadelle, le sel, les pommes de terre, et pour les poissons le chinchard, le thon, et les sardines.[5]

En effet, lorsque les « missions sociales » sont lancées, un réseau de distribution par supermarchés est créé, vendantdes aliments et des produits à des prix contrôlés. Entre 2003 et 2005, ce réseau d'établissements s'est développé rapidement, atteignant environ 14 000 points de commercialisation dans tout le pays (D'Elia, 2006). Le succès du réseau de supermarchés constitué par MERCAL, PDVAL et Bicentenario, entre 2000 et 2007, a été garanti par la vente de produits à des prix inférieurs de 30 à 40% à ceux des supermarchés privés. Ce réseau

[3]http://www.minpal.gob.ve Le site officiel du Ministère populaire pour l'alimentation publie un guide pour l'exportation/importation mais offre peu de données sur la production et la distribution de nourriture. Les nouvelles mises à jour se présentent sous la forme de tweets de son activité.

[4]La fédération des éleveurs vénézuéliens estime que plus de 5 millions d'hectares ont été expropriés par la révolution bolivarienne depuis 2005. http://www.el-nacional.com/noticias/economia/gobierno-expropio-mas-millones-hectareas-estan-improductivas_231096

[5]http://www.minpal.gob.ve Le site officiel du Ministère populaire pour l'alimentation publie un guide pour l'exportation/importation mais offre peu de données sur la production et la distribution de nourriture. Les nouvelles mises à jour se présentent sous la forme de tweets de son activité.

de supermarchés étatiques bénéficie d'énormes avantages : ils sont exonérés de taxes et reçoivent d'énormes ressources financières tout en bénéficiant de devises attribuées à un taux préférentiel pour l'importation des produits. Leur structure de coûts et les prix bas du fonctionnement de leurs locaux rendent difficile toute concurrence. Cependant, le type de produits distribués à bas prix par le réseau étatique n'a jamais garanti l'accès à une alimentation équilibrée en protéines, ni d'origine animale ou végétale, ni aux fruits et légumes. L'huile, la farine de maïs et le riz et, dans de rares cas, le poulet étaient les produits les plus demandés – mais également les plus rares et les plus chers – par la population qui se rendait aux supermarchés du réseau étatique. L'infrastructure même de ces établissements était un obstacle pour une distribution réussie de produits de viande et laitiers, car ils n'avaient pas de stockage de réfrigération. Bâtis comme des entrepôts industriels et souvent comme des hangars temporaires, sans possibilité de gérer la chaîne de froid, la capacité de distribution des supermarchés du réseau étatique était et continue à être très réduite.

Ainsi, le gouvernement a obligé les supermarchés privés à assurer la distribution de produits dont le prix a été fixé préalablement par le gouvernement, car le réseau public était largement insuffisant pour en assurer l'approvisionnement. Ceci explique en grande partie les énormes files d'attente devant les supermarchés visibles dans les journaux télévisés du monde entier lorsqu'ils évoquent la crise vénézuélienne. En effet, l'arrivée des camions avec les produits « à prix régulé » est rare, ponctuelle, incertaine et défaillante. Cela a généré, depuis 2014, des situations extrêmement violentes dans des files d'attente, où ont apparu des pratiques délictueuses comme la revente des numéros de la file et des extorsions de tout type. Depuis 2014, les personnes qui souhaitent acheter des produits à « prix régulé » dorment sur place pour être les premiers dans les files et ainsi obtenir un numéro, car un marché illicite des numéros n'a pas tardé à se mettre en place. Les files d'attente sont ainsi surveillées par des militaires et il est très dangereux de les filmer ou d'effectuer des interviews. Le gouvernement a établi des mesures pour essayer d'y remédier, comme des jours de vente selon le numéro de carte d'identité. Cela a fait que les consommateurs doivent s'absenter de leur travail le jour où ils ont droit d'acheter des produits « à prix régulés ». Ainsi, Rosa Andreina s'absente de son travail les jeudis car sa carte d'identité termine en 6.

Déjà en 2004, plus de 40% de la nourriture consommée au Venezuela était distribuée par les réseaux de distribution gérés par le gouvernement (Penfold-Becerra, 2007). Les entreprises productrices d'aliments et les coopératives sont passées par ces réseaux étatiques pour distribuer leurs produits ; beaucoup d'entre eux étaient emballés avec des étiquettes sur lesquelles figuraient des slogans politiques célébrant la révolution. Le réseau de supermarchés étatiques s'est constitué comme un instrument politique pour inciter les producteurs privés à rejoindre tous les mécanismes d'importation de matières premières gérés par l'État. Mais ces réseaux étatiques étaient marqués par des mécanismes d'appel d'offres opaques, de la corruption dans l'attribution des devises étrangères pour l'importation. En effet, des faits irréguliers concernant la gestion des mesures de contrôle ont marqué l'actualité vénézuélienne en 2009, lors du dernier mandat d'Hugo Chavez. La putréfaction de 122.000 tonnes d'aliments du réseaude distribution alimentaire lié à PdVSA, nommé PDVAL (PdVSA*alimentos*) ont fait sortir à la lumière des irrégularités très graves dans l'acquisition des denrées dans les marchés internationaux par des agents étroitement liés au gouvernement[6]. Ainsi,2,2 milliards de dollars auraient été attribués à des entreprises intermédiaires avec le but d'acquérir des aliments qui seraient distribués par PDVAL mais qui ont été retrouvés en état de putréfaction dans des containers aux alentours des ports. Des containers fantômes, avec de la nourriture importée, ne cessaient de proliférer aux alentours

[6]http://www.el-nacional.com/noticias/economia/caso-pdval-continua-paralizado-los-tribunales_127187 (consulté le 24 septembre 2018).

des ports vénézuéliens[7]. 3257 containers alimentaires, soit 122 millions de kilogrammes de viande, poulet et lait, en état de dégradation avancée ont été retrouvés. Ce procès judiciaire, toujours non résolu, est devenu le cas emblématique du détournement des fonds en devises pour l'importation des denrées alimentaires.

Mais les cas de corruption dans les réseaux de supermarchés ne sont que la pointe de l'iceberg d'une série de mécanismes qui affectent sévèrement tant la production que la distribution d'aliments dans ce pays. En effet, le contrôle des changeset les formes de son implémentation ont eu un impact extrêmement négatif sur la production et la transformation locales d'aliments. L'industrie alimentaire vénézuélienne a subi une grande limitation de sa croissance dans la mesure où les entrepreneurs ont été pénalisés pour importer des produits et des fournitures. D'une part, ces contrôles non négociés avec les producteurs ont directement pénalisés leur entreprise et, d'autre part, les niveaux de salaires et de rémunération de la main-d'œuvre sont restés constants en dépit de l'inflation galopante (Suárez Niño et Morillo Moreno 2007). Ces mécanismes ajoutés à d'autres facteurs, tels que l'incertitude etl'inflation, produisent des effets délétères, de type cercle vicieux, qui sont à la fois la cause et la conséquenced'une pénurie devenue chronique. En limitant l'utilisation de financement externe des industriels et en favorisant celui des entreprises importatrices, corrompues ou pas, les gouvernements vénézuéliens ont largement limité la capacité des industriels locaux à faire des investissements et de se renouveler.

L'économie pétrolière, l'État communal et l'alimentation

Étant donné les caractéristiques structurelles de son économie – pays pétrolier dépendant d'une rente issue de l'exportation des hydrocarbures sur les marchés mondiaux – le Venezuela reste un pays importateur (Karl, 1997). Et si, des modèles socio-politiques ayant essayé de réinvestir la rente dans l'économie non-pétrolière, voire des politiques dites de diversification de l'économie de la période ont été mises en œuvre entre 1958 et 1998, elles sont restées fort critiquables. En effet, d'un point de vue macroéconomique, le capitalisme rentier est à la base de distorsions que les administrations successives de la « révolution bolivarienne » ont, sans doute, exacerbées. Mieux, des analyses détaillées montrent comment le gouvernement vénézuélien est devenu le principal investisseur, dans tous les domaines de l'économie, sans pour autant, avoir réussi à surmonter son héritage historique du capitalisme rentier (Purcell, 2013 et 2017). Les réseaux de supermarchés étatiques se fournissent via des entreprises importatrices qui bénéficient du contrôle de changes. Ces entreprises ont mis en place des mécanismes corruptifs extrêmement lucratifs, en bénéficiant des devises octroyées par la Banque Centrale ainsi que par d'autres fonds étatiques, avec un taux très favorable, pour importer des denrées avec surprix, voire en mauvais état et souvent même inexistantes. En 15 ans, 35 taux de change différents ont conduit à la création de mécanismes frauduleux pour générer de l'argent en jouant avec les taux, offrant des marges significatives à ceux qui y ont accès et peuvent ensuite spéculer sur le marché noir. Ainsi, en septembre 2018, le taux de change officiel est de 61,09 Bs.S par dollar américain quand, sur le marché noir, il se situe à 100 Bs.S par dollar américain, à moins d'un mois de la création de la nouvelle monnaie[8].

PDVSA a été déclaré en cessation de paiements en novembre 2017[9].Entre 2004 et 2008, les revenus du pétrole ont atteint des montants particulièrement importants, du fait de la hausse des prix des hydrocarbures sur le marché mondial. De 1999 à 2011, les exportations pétrolières ont rapporté 608 milliards de dollars au Venezuela ; au vu du prix du baril de pétrole en 2012 (103 dollars), le pays a reçu 92 milliards de dollars au cours de l'année. Les

[7]Ces cas ont fait, à plusieurs reprises, la une de la presse vénézuélienne, parmi d'autres : (http://elestimulo.com/blog/7-anos-de-pdval-a-pudreval-y-nadie-preso/) (consulté le 16 novembre 2017).
[8]https://www.telesurtv.net/news/dolar-bolivar-soberano-quinta-subasta-dicom-venezuela-20180901-0005.html.
[9]https://www.ft.com/content/3be4f10b-d639-3356-bd47-90b8031635d9 (consulté le 16 novembre 2017).

prix du pétrole sont passés de 16 à 101,06 dollars le baril de 1999 à 2011. Le prix moyen du pétrole vendu par le Venezuela a été de 49,3 dollars pendant douze années de la présidence d'Hugo Chávez[10]. Ces prix élevés ont partiellement compensé le déclin de la production nationale. En 2014, la situation économique de l'industrie pétrolière vénézuélienne devient critique à la suite de la chute du prix du baril. Or, la production vénézuélienne de pétrole est en déclin depuis 2002. PDVSA est, en 2018, au plus bas niveau de sa production des quinze dernières années. Si en 1999, PDVSA produisait 3,5 millions de barils par jour, en 2013 elle ne produit que 2,6 millions de barils par jour. Le déclin de la production pétrolière vénézuélienne le plus significatif de la décennie a eu lieu pendant le mois de mai 2016. La production se situe en juin 2016 à 2,37 millions de baril par jour, donc une chute de 120 mille barils par jours dans un mois[11].

Le gouvernement de Nicolás Maduro a mis en place une carte d'alimentation appelée le « carnet de la patrie ». Cette carte est exigée par les institutions, en particulier par les conseils communaux et par les réseaux de commercialisation étatiques. L'objectif du « carnet de la patrie » est de rationner les aliments pour assurer à chaque citoyen vénézuélien le minimum vital. Avec cette carte, on peut acheter des CLAPS, des cartons de nourriture à prix subventionnés. L'acronyme CLAP signifie « comités locaux d'alimentation et production ». Même si la composition des cartons est très variable, il s'agit majoritairement de produits importés, surtout de la farine de maïs et de l'huile. Le gouvernement de Nicolas Maduro promeut l'utilisation de cette carte pour le paiement des cartons CLAP. Ces cartons sont distribués par les « conseils communaux » et ceux qui veulent en acheter doivent être inscrits dans cette instance.

En effet, à partir de 2006, le projet « bolivarien » s'est fixé comme objectif de réaliser le « socialisme du XXI^{e} siècle » à travers un « État communal ». Il s'agit d'une radicalisation de la révolution qui, à bien des égards, contredit et même viole les principes de la Constitution dite *Bolivariana* approuvée en 1999, car il s'agit d'un changement de toute la structure de l'État. En 2006, le président Chávez avait favorisé un projet censé être fondé sur la « participation ». Mais, dans la mise en pratique de l'État communal, en lieu et place de cette « participation », des organisations politiques, profondément verticales et administrativement très opaques, ont vu le jour. La loi organisant les « conseils communaux », approuvée en 2009, a jeté les bases de la création d'un nouvel État qui s'est avéré être une entreprise de distribution de biens et de services, avec une forte présence dans les milieux populaires. Ces conseils ont été conçus comme des « organisations populaires »chargées, non seulement du diagnostic des principaux problèmes locaux, mais aussi de la planification et de la gestion de projets destinés à les résoudre. Ces conseils jouent, aujourd'hui, le rôle de distributeurs des cartons CLAP.

Il est possible d'affirmer, à partir d'une analyse des produits qui composent les cartons CLAP qu'ils sont le résultat final d'une politique publique basée sur l'importation de produits alimentaires, achetés au prix fort, et dont l'objectif est de fidéliser une clientèle électorale. En 2017, mes informateurs du quartier de Guatire affirmaient, sans hésiter, que la pénurie allait empirer et que, tôt ou tard, ils devraient tous se munir du « carnet de la patrie » pour obtenir les aliments fournis par le conseil communal.Ainsi,l'approvisionnement alimentaire subventionné s'est révélé être un mécanisme de contrôle étatiqueexercé, très souvent,par des militaires qui assurent la distribution des CLAP,car les Forces armées doivent garantir « la distribution et la commercialisation correctes des produits alimentaires de base » (PROVEA 2016).

[10]Cf. Puente, José Manuel. (2012). « Rente et révolution. L'économie politique vénézuélienne pendant les présidences d'Hugo Chávez » *Problèmes d'Amérique latine*, n° 87, Hiver 2012, pp. 115-123.
[11]http://www.nytimes.com/2016/09/21/world/americas/venezuela-oil-economy.html?mwrsm=Facebook&_r=0 (consulté le 20 septembre 2016).

Le produit phare du régime alimentaire des Vénézuéliens, c'est la farine de maïs précuite pour faire la pâte des *arepas*, des galettes de maïs cuites grillées ou frites qui se mangent avec une farce de fromage, viande, œufs, etc. Cependant, la farine distribuée dans les cartons CLAP est fabriquée au Mexique pour réaliser des *tortillas* mexicaines et pas des *arepas*. En effet, même si le maïs est la céréale de base de ces deux produits, la préparation et le goût diffèrent énormément. En effet, la farine des tortillas mexicaines comporte de l'hydroxyde de calcium qui donne un goût particulier et permet de faire une galette très fine et très souple. Les deux farines donnent donc des résultats très différents.

En Amérique latine, il existe une grande variété de farines de maïs précuites, principalement agro-industrielles, adaptées aux recettes, préparations et goûts locaux et pour les vénézuéliens qui dépendent des distributions de nourriture à prix régulés, devoir faire des *arepas* avec de la farine mexicaine constitue un véritable choc. Cette plainte était récurrente chez mes informateurs. Ils se plaignaient avec amertume d'un système frauduleux qui les privait de leur aliment préféré. En effet, en 2017, tant au Mexique qu'au Venezuela, la presse vénézuélienne a largement évoqué cette affaire de farine achetée avec un surcoût, qui oblige, de surcroît, les Vénézuéliens à faire leurs *arepas* avec la farine des *tortillas* mexicaines. Un rapport a révélé que le surcoût représentait environ 206 millions d'USD cette année-là. En effet, chaque carton CLAP est, acheté à 42 $ alors que son coût réel n'est que de 13 $[12].

La revente, dans la rue, des produits à prix régulé a été une forme de ravitaillement très courante, jusqu'à 2018, où la pénurie l'a tarie. Ainsi en est-il du *bachaqueo*[13]- dénomination vénézuélienne de la revente illégale de produits détaillésde rues qui génère des marges importantes puisque le revendeur les acquiert à très bas prix avant de les revendre beaucoup plus cher. Depuis 2013, du fait de l'hyperinflation et du manque de disponibilités monétaires, cette pratique s'est transformée : progressivement, les quantités fournies par les *bachaqueros* ont diminué, tandis que la variété des produits a été réduite et la revente reconfigurée en doses ou en petites portions, appelées « *teticas* » - des petits seins - de lait en poudre, de café ou d'huile, emballées dans des sacs de plastique transparents par les propres *bachaqueros*.

La perte de référence monétaire pour établir la valeur d'un produit est un phénomène général dans ce contexte de pénurie, à l'instar d'autres pays en crise structurelle (Blanc-Pamard, 1998). Dans les groupes d'amis ou de voisins, souvent organisés à partir des applications téléphoniques des réseaux sociaux, l'échange n'est pas basé sur la valeur monétaire des produits mais sur la difficulté pour les acquérir. Un produit à « prix régulé » est échangeable sur le marché noir, tandis que d'autres, plus coûteux et difficile d'accès, le sont par troc ménager.

Conclusion

La caractérisation du régime bolivarien instauré par le président Hugo Chavez en 1999, son caractère « autoritaire » ou « démocratique » ont occupé un grand nombre de chercheurs et restent marqués par une grande polarisation politique. De nombreux auteurs soulignent que les « Missions sociales » avaient une nature inclusive qui confirment a vocation démocratique, populaire et progressiste de ce processus politique (Weisbrot et Sandoval, 2007, Fernandes, 2007). Au contraire, d'autres auteurs ont fait valoir que le chavisme représente une nouvelle forme d'autoritarisme latino-américain qui a profité de l'utilisation des nouvelles technologies et des revenus élevés du pétrole pour tirer parti des formes

[12] https://lta.reuters.com/article/topNews/idLTAKBN1962XG-OUSLT (consulté le 10 juillet 2018). La presse mexicaine a largement relayé ce scandale des "kits d'aliments mexicains vendus à surprix au gouvernement de Maduro": http://www.excelsior.com.mx/nacional/2017/08/01/1178934

[13] *Bachaqueo* vient de *bachaco*, une grosse fourmi. Cela renvoie au fait de porter des marchandisessur son dos. Il existe même le verbe *bachaquear*.

démocratiques et miner en permanence la séparation des pouvoirs (Corrales 2006). Dans cet article sur les formes de contrôle de la production et l'approvisionnement de nourriture à partir de cas spécifiques, la démocratie et ses formes (électorale, constitutionnelle voire citoyenne) n'était pas centrale même si de tels mécanismes institutionnels y jouent un grand rôle : ils se sont révélés non seulement inefficaces mais sont également à l'origine d'une crise de grande ampleur.

Le contrôle autoritaire de l'approvisionnement alimentaire mis en place par les gouvernements d'Hugo Chavez et de Nicolas Maduro, étudié ici, n'implique cependant, de ma part, aucune idéalisation de la période précédente, avant 1999. Au Venezuela, pays pétrolier et urbanisé, la production de nourriture est fondamentalement agro-industrielle. Avec cette urbanisation, les modes de consommation alimentaire ont évolué, avec une prédominance des produits transformés, souvent importés. Le panier alimentaire auquel avaient accès les Vénézuéliens pauvres, en particulier les urbains, avant l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir, n'était, certes, pas idéal. Ce constat était partagé par les experts et par les institutions concernées par la santé nutritionnelle des milieux populaires vénézuéliens. Le problème du modèle agroalimentaire était largement étudié, les diagnostics de ces défaillances étaient établis et connus (Carbonell et Rothman, 1977). Ainsi, depuis les années 1970, la population urbaine à faible revenu consomme des produits transformés industrialisés, de faible valeur nutritionnelle (farine de maïs pour faire des *arepas*, pâtes, conserves, café, sucre et sodas), au détriment des produits moins transformés et d'une plus grande qualité nutritionnelle (œufs, fruits et légumes, céréales et légumes secs).

La « guerre économique » et, depuis 2017, les « sanctions économiques » sont les arguments souvent invoqués par les gouvernements de Chavez d'abord, de Maduro ensuite, pour se disculper de la crise. Mais les sanctions venant des États-Unis, Canada et Panamá à l'égard des fonctionnaires du gouvernement vénézuélien présentent deux volets. Le premier concerne le gel, voire la confiscation, des avoirs d'investisseurs étroitement liés au gouvernement de Nicolas Maduro. Ce sont des sanctions individuelles contre des investisseurs dans le cadre des investigations criminelles menées aux États-Unis[14]. Un second volet de sanctions, d'un autre ordre, a été également annoncé avec des conséquences plus sévères pour l'économie pétrolière. Le gouvernement des États-Unis a ainsi proclamé l'interdiction de spéculer sur les bons de dette (émis après septembre 2017) par le gouvernement vénézuélien ou par PdVSA, la compagnie nationale pétrolière. Ce second volet ne concerne en rien le commerce de l'importation, notamment de nourriture ou médicaments, mais vise la spéculation financière directement liée aux transactions pétrolières à l'étranger.

Le modèle ici décrit, issu de cette série de politiques et de mécanismes institutionnels qui ont fonctionné tout au long des vingt dernières années ont eu pour effet de décourager, voire d'annihiler toute production locale ; et l'investissement dans des entreprises pouvant innover en matière de production agricole durable et de réseaux accessibles est resté très faible. Mieux, ces politiques ont stimulé la spéculation financière et la création d'entreprises fantômes, notamment importatrices. C'est le grand paradoxe de la « révolution bolivarienne » en 2018 : l'endettement spéculateur et consumériste a été pensé, depuis le ministère de Finances vénézuélien au cours des vingt dernières années ; il a servi à enrichir une nouvelle classe sociale via la spéculation avec des devises octroyées à des taux préférentiels. Les Vénézuéliens sont définitivement rentrés dans la spirale de la faim.

[14] http://crimenessincastigo.blogspot.com/2018/05/el-futuro-de-las-sanciones.html (consulté le 2 juin 2018).

Bibliographie

Blanc-Pamard, Chantal. 1998. « La moitié du quart. Une ethnographie de la crise à Tananarive et dans les campagnes de l'Imerina (Madagascar) », *Nature Sciences Sociétés* 6(4) : 20-32.

Carbonell, W. Jaffé et Harry Rothman. 1977. "An Implicit Food Policy. WheatConsumption Changes in Venezuela." *Food Policy* 2 (4):305–17.

Corrales, Javier. 2006. "Hugo Boss." *Foreign Policy* 152 : 32-40.

D'Elia, Yolanda. 2006. *Las misiones sociales en Venezuela: una aproximación a su comprensión y análisis*. Caracas: ILDIS.

Enríquez, Laura J., et Simeon J. Newman. 2016. "The Conflicted State and Agrarian Transformation in Pink Tide Venezuela." *Journal of Agrarian Change* 16 (4):594–626.

FMI. 2018. "Republica Bolivariana de Venezuela."

Fernandes, Sujatha. 2007. "Barrio Women and Popular Politics in Chavez's Venezuela." *Latin American Politics and Society*. 49 (3) 97-127. https://doi.org/10.1353/lap.2007.0031.

Howard-Hassmann, Rhoda E. 2015. "The Right to Food Under Hugo Chávez" 37 (4):1024–45.

Janin, Pierre. 2008. « Le soleil des Indépendances (alimentaires) » ou la mise en scène de la lutte contre la faim au Mali et au Sénégal." *Hérodote*, no. 131 : 92-117.

Karl, Terry Lynn. 1997. *The Paradox of Plenty, Oil Booms and Petro States*. *University of California Press*.

Maingon, Thais. 2016. "Politica social y régimen del bienestar. Venezuela 1999-2014." *Estudios Latinoamericanos*, no. 38:115–43.

Morales Espinoza, Agustin, Raul Compés Lopez et Ricardo Castillo Lopez. 2013. "Los precios de los productos agroalimentarios en Venezuela. Modelos de formacion y reformas institucionales durante el periodo 1990-2010." *Agroalimentaria* 19 (36):17–33.

Parker, Dick. 2008. "Chavez y la Busqueda de una seguridad y soberania alimentarias." *Revista Venezolana de Economia y Ciencias Sociales* 14 (3):121–43.

Penfold-Becerra, Michael. 2007. "Clientelism and Social Funds: Evidence from Chavez's Misiones." *Latin American Politics and Society*. 49 (4):63–84.

Purcell, Thomas Francis. 2013. "The Political Economy of Social Production Companies in Venezuela." *Latin American Perspectives*. 40(3) : 146-168

———. 2017. "The Political Economy of Rentier Capitalism and the Limits to Agrarian Transformation in Venezuela." *Journal of Agrarian Change*. 17(2) 296-312

Serrano, Ricardo. 2018. "Inflación en Venezuela aumenta 2,5% diariamente." *SegundoEnfoque*, 16 juin, 2018. https://segundoenfoque.com/inflacion-en-venezuela-aumenta-25-diariamente-2018-06-16.

Suárez Niño, Juan Carlos et Marysela Coromoto Morillo Moreno. 2007. "Impacto Del régimen de control de cambio sobre la industria de alimentos, bebidas y tabacodelmunicipio Libertador (Mérida, Venezuela)." *Agroalimentaria* 12 (24):63–78.

Transparencia. 2014. "Cinco grandes misiones en Venezuela." Caracas. https://transparencia.org.ve/wp-content/uploads/2016/04/1.-Cinco-Grandes-Misiones-Dic.pdf

Weisbrot, Mark, et Luis Sandoval. 2007. "The Venezuelan Economy in the ChávezYears." *Center for Economic and Policy Research. Washington DC.*